



**MANIFESTONS TOUTES ET TOUS ENSEMBLE,  
LE 1<sup>er</sup> MAI 2019,  
pour le progrès social, la paix et le désarmement,  
la solidarité internationale**

**D**epuis 1889, le 1<sup>er</sup> mai est une journée internationale de grève et de manifestations, d'expression des revendications des travailleurs-euses partout dans le monde.

Si le 1<sup>er</sup> mai est aujourd'hui férié, chômé et payé, c'est parce que durant des décennies, des femmes et des hommes ont manifesté, parfois au péril de leur vie, pour exiger de travailler et vivre mieux, avec, déjà à l'époque, au cœur des revendications, la réduction du temps de travail, la journée de 8 heures : **8 HEURES DE TRAVAIL, 8 HEURES DE SOMMEIL ET 8 HEURES DE LOISIRS.**

C'est cette même volonté de travailler et de vivre mieux qui sera au cœur des enjeux du 1<sup>er</sup> mai 2019, comme elle l'a été dans toutes les mobilisations et mouvements sociaux en cours face à l'accélération du gouvernement, à la solde du patronat, pour détruire tous les conquits sociaux issus des luttes solidaires des salarié-es au fil de notre histoire.

Ainsi, depuis son arrivée au pouvoir, le président des riches a multiplié les mesures en faveur du patronat et des plus riches, du monde de la finance, au détriment des conditions de vie et de travail des salarié-es, de la masse de la population.

Casse du code du travail et des conventions collectives, remise en cause du système d'indemnisation du chômage et de la formation professionnelle, démantèlement des services publics, attaque sur le

droit à l'éducation pour toutes et tous, augmentation de la CSG sur les retraites, etc., sont autant de mesures rétrogrades imposées à la hussarde par le gouvernement.

Mis au pied du mur par les mobilisations qui se développent et par un mouvement social d'ampleur inédit ; les gilets jaunes, le gouvernement répond par la répression et une violence rarement atteinte, les mesures liberticides et autoritaires comme la loi dite « anticasseurs », la manipulation pour éviter de répondre aux exigences qui s'expriment.

Après 2 mois d'enfumage, la conclusion de l'opération « grand débat national », ne peut que déboucher sur de nouveaux reculs sociaux.

**En réalité, le tandem gouvernement/MEDEF veut tout détruire.**

En effet, Emmanuel Macron, son gouvernement et sa majorité ne cachent plus leurs intentions de détruire notre modèle social et l'ensemble des conquits sociaux, constituant les droits et garanties individuelles et collectives du monde du travail et des populations.

**Pour satisfaire la soif insatiable de profits des marchés financiers, des actionnaires, des patrons, tout doit y passer.**

L'austérité et la rigueur financière sont de mise et tout ce qui entrave le profit doit disparaître au bénéfice du grand patronat.

**De concert avec l'Union Européenne, tous les moyens sont mis pour satisfaire le MEDEF.**

Comment pourrait-il sortir quelque chose de positif de l'escroquerie du grand débat national pour les salarié-es, la population, quand d'ores et déjà le gouvernement annonce :

- le démantèlement de la fonction publique et des services publics, la suppression de 120 000 postes.
- l'accélération de la liquidation de l'accès aux soins pour toutes et tous, de l'Hôpital public avec la loi Buzyn « Ma santé 2022 ».
- la remise en cause de l'école de la république et de l'accès à l'éducation pour toutes et tous avec la loi Blanquer pour « une école de la confiance ».
- la volonté de détruire notre système de retraite pour le remplacer par un système à compte notionnel, par point, comme en Suède, avec l'objectif de faire baisser les pensions d'au moins 25 %.

***L'objectif reste le même : préserver et même satisfaire les intérêts du patronat, des plus riches, en s'attaquant aux droits et acquis des salarié-es, de la population.***

Pour **2018**, les actionnaires du CAC 40 ont encaissé **57.4 milliards d'euros de dividendes**, en augmentation de **8,4 % par rapport à 2017**.

Le patrimoine des **500 plus grosses fortunes de France** est passé de **81 milliards en 1995 à 630 milliards d'euros**, en 2018.

Dans le même temps, en **2019**, les **entreprises** bénéficieront de **260 milliards d'argent public**, de nos impôts, sous formes **d'exonérations sociales et fiscales diverses et variées**, de CICE, etc., sans aucun effet sur l'emploi et l'investissement productif.

**L'ÉVASION ET LA FRAUDE FISCALE DEVRAIENT DÉPASSER LES 100 MILLIARDS D'EUROS.**

**Et pourtant**, jamais le patronat n'a été aussi riche. Jamais les entreprises n'ont engrangé autant de bénéfices.

Il n'y a aucune fatalité à subir la régression sociale pour la seule satisfaction des exigences du patronat, toujours plus avide de profits et de domination sans partage.

**PLUS QUE JAMAIS LES RICHESSES EXISTENT POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL DES SALARIÉES, DE LA POPULATION.**

**Mais jamais rien, dans notre histoire, n'a été généreusement octroyé par les patrons et leurs relais politiques.**

Toutes les avancées sociales sont le fruit de la pression des luttes du monde du travail.

Aujourd'hui encore, c'est par l'unité, le rassemblement de tous-tes les salarié-es, retraité-es, privé-es d'emploi, de la jeunesse dans la mobilisation que nous stopperons l'offensive rétrograde de Macron et du patronat, que nous reconquerrons tous ensemble le progrès social.

**A l'occasion du 1<sup>er</sup> mai 2019, journée internationale de luttes pour le progrès social, la paix et la solidarité, l'Union Départementale CGT de Loir & Cher appelle tous-tes les salarié-es, retraité-es, privé-es d'emploi, la jeunesse à se rassembler :**

**A Blois à 10H30 au carrefour de la résistance.**

**A Romorantin à 11H00 devant la Halle.**

**Afin d'exiger :**

- une véritable augmentation des salaires, retraites et minima sociaux à partir d'un SMIC à 2000 € bruts,
- le développement de l'emploi stable et qualifié à plein temps,
- le renforcement de notre sécurité sociale solidaire, financée par les cotisations sociales, couvrant l'ensemble des risques à 100 %,
- une fiscalité juste, mettant à contribution les hauts revenus pour développer les services publics de qualité et de proximité, garant de la cohésion sociale et à égalité de traitement sur l'ensemble du pays. Le rétablissement immédiat de l'ISF,
- la suppression de la CSG et la limitation au minimum de la TVA,
- l'arrêt de tous les réformes en cours (chômage, fonction publique, santé, retraites, etc.), et l'abrogation des lois Rebsamen, Macron, El Khomri, NOTRe,
- l'abandon du projet de loi anti manifestation et anti grèves,
- la baisse immédiate des prix des carburants et la prise en charge des transports par les employeur-es.

Alors que la guerre économique, que se livre les grands groupes et les états impérialistes dans le cadre d'un capitalisme mondialisé, se traduit par la surexploitation, la mise en concurrence des peuples, la multiplication des conflits pour contrôler des zones géographiques entières et s'accaparer les richesses naturelles, entraînant, morts, misère et exode migratoire, le 1<sup>er</sup> Mai sera également l'occasion de réaffirmer les exigences de paix, de désarmement, de règlement pacifique de tous les conflits, et notre solidarité envers toutes celles et ceux qui souffrent de la guerre et de la misère.

*Pour un monde de progrès social, de solidarité et de coopération entre les peuples, de paix et de désarmement, toutes et tous ensemble dans la rue*

**LE 1<sup>ER</sup> MAI.**